

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DU COMMERCE EXTÉRIEUR
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

F. 93 — 2384

Convention portant création d'un Conseil de Coopération douanière, et Annexe, faites à Bruxelles le 15 décembre 1950 (1). — Adhésion par la République du Yémen et par la République fédérale islamique des Comores

Ces deux Républiques ont déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, leur instrument d'adhésion aux actes précités.

Conformément à son article XVIII (c), la Convention et son Annexe sont entrées en vigueur à l'égard de la République du Yémen et de la République fédérale islamique des Comores, à la date du dépôt de leur instrument d'adhésion, à savoir le 1er juillet 1993.

(1) Voir *Moniteur belge* du 31 décembre 1952.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 93 — 2384

Verdrag houdende oprichting van een Internationale Douaneraad, en Bijlage, opgemaakt te Brussel op 15 december 1950 (1). — Toetreding door de Republiek Jemen en door de Islamitische Bondsrepubliek Comoren

Deze twee Republieken hebben bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België hun toetredingsoorkonden betreffende bovengemelde akten neergelegd.

Overeenkomstig artikel XVIII (c) van het Verdrag, zijn het Verdrag en zijn Bijlage voor de Republiek Jemen en de Islamitische Bondsrepubliek Comoren in werking getreden op de dag van de neerlegging van de toetredingsoorkonde, te weten op 1 juli 1993.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1952.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 93 — 2385

24 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté royal relatif aux prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical modifiée par la loi du 13 juillet 1976, notamment l'article 63, modifiée par les lois du 18 février 1987 et du 21 décembre 1990;

Vu la loi du 18 février 1987 relative au statut des sous-officiers du cadre de réserve des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical, modifiée par la loi du 22 décembre 1989, notamment l'article 11, modifiée par la loi du 21 décembre 1990;

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 31, §§ 3 et 6;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En application de l'article 31, § 3, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, le Ministre de la Défense nationale fixe, sur proposition du chef de l'état-major général, le nombre de places à conférer afin de satisfaire aux besoins posés par l'opération militaire spécifique de maintien ou de rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale.

Pour autant que nécessaire, le chef de l'état-major général fixe les besoins par force dans les limites visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. Dans les limites de l'autorisation donnée par le chef d'état-major de la force, le chef de corps de l'unité qui participe à l'opération militaire spécifique accepte les candidatures des militaires de réserve et des militaires en congé illimité qui sont administrés par son unité.

Art. 3. § 1^{er}. Les demandes des autres candidats doivent être transmises du chef d'état-major de la force.

§ 2. Il est constitué pour chaque opération militaire spécifique un comité de sélection par force, chargé de l'examen des candidatures.

Ce comité est chargé de la sélection des candidats sur la base de leur dossier personnel ou de leur dossier administratif selon le cas.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 93 — 2385

24 SEPTEMBER 1993. — Koninklijk besluit betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op het behoud op het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht-, de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 63, gewijzigd bij de wetten van 18 februari 1987 en van 21 december 1990;

Gelet op de wet van 18 februari 1987 betreffende het statuut van de onderofficieren van het reservekader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990;

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 31, §§ 3 en 6;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met toepassing van artikel 31, § 3, van de wet van 21 december 1990 betreffende het statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader bepaalt de Minister van Landsverdediging op voorstel van de chef van de generale staf het aantal te begeven plaatsen om te voldoen aan de behoeften gesteld door de specifieke militaire operatie van behoud of herstel van de vrede of van de internationale veiligheid.

Voor zover noodzakelijk bepaalt de chef van de generale staf de behoeften per krijgsmachtdeel binnen de perken bedoeld in het eerste lid.

Art. 2. Binnen de perken van de machtiging verleend door de stafchef van het krijgsmachtdeel, aanvaardt de korpscommandant van de eenheid die deelneemt aan de specifieke militaire operatie de candidaturen van de reservemilitairen en van de militairen met onbepaald verlof die door zijn eenheid geadmistreerd worden.

Art. 3. § 1. De aanvragen van de andere kandidaten moeten gestuurd worden naar de stafchef van het krijgsmachtdeel.

§ 2. Voor elke specifieke militaire operatie wordt een selectiecomité per krijgsmachtdeel samengesteld dat belast is met het onderzoek van de candidaturen.

Dit comité is belast met de selectie van de kandidaten op basis van hun persoonlijk dossier of van hun administratief dossier, naargelang het geval.

§ 3. Le comité de sélection est composé :

- 1° du chef d'état-major de la force, ou de l'officier général ou supérieur qu'il désigne;
- 2° de deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force;
- 3° d'un officier secrétaire appartenant à l'état-major de la force.

Seuls les membres du comité revêtus d'un grade supérieur ou, à tout le moins, d'une ancienneté supérieure par rapport aux candidats examinés, ont voix délibérative.

L'officier secrétaire n'a pas de voix délibérative.

Art. 4. Les candidats dont la candidature est acceptée signent un engagement pour une période de service qui est fixée en fonction de l'opération militaire spécifique, avec une durée maximale d'un an.

Cet engagement peut être prolongé par un rengagement, dont la durée est également déterminée en fonction de l'opération militaire spécifique.

Art. 5. La demande de rengagement est acceptée ou refusée par le chef de corps, dans les limites de l'autorisation donnée par le chef d'état-major de la force.

Art. 6. § 1^{er}. Le Ministre de la Défense nationale détermine le modèle de l'acte d'engagement ou de rengagement à signer par les militaires concernés.

§ 2. Le militaire reçoit un exemplaire de l'acte d'engagement ou de rengagement qu'il a souscrit.

Art. 7. L'engagement visé à l'article 4 prend cours le jour où la période de service commence.

L'engagement ou le rengagement prend fin :

1° à l'expiration de la période de service si le militaire concerné n'est pas autorisé à prolonger son engagement par un rengagement;

2° de plein droit si les obligations visées à l'article 31, § 3, de la loi précitée du 21 décembre 1990 prennent fin;

3° de plein droit si le militaire concerné cesse d'appartenir au cadre de réserve, est envoyé en congé définitif, est renvoyé de l'armée ou est réformé;

4° par résiliation de l'engagement ou du rengagement, soit à la demande du militaire concerné, soit si sa conduite ou sa manière de servir ne donne pas satisfaction;

5° lorsque la durée de l'engagement ou du rengagement est réduite par le Ministre de la Défense nationale en fonction de la durée de l'opération militaire spécifique, moyennant un délai de préavis d'un mois, auquel le militaire concerné peut toutefois renoncer.

Art. 8. La prolongation de l'engagement visée à l'article 7, 1°, est accordée par le chef de corps.

La résiliation de l'engagement ou du rengagement visée à l'article 7, 4°, est prononcée par le chef d'état-major de la force.

Art. 9. Si l'autorisation visée à l'article 7, 1°, est refusée, l'intéressé en est avisé.

Art. 10. En cas de résiliation de l'engagement ou du rengagement sur base de la conduite ou de la manière de servir du militaire concerné, la proposition motivée doit être notifiée à l'intéressé qui peut y joindre un mémoire.

Le militaire concerné est mis en congé illimité ou en disponibilité moyennant un préavis d'un mois. Ce délai de préavis prend cours à l'expiration du mois durant lequel la notification à l'intéressé a eu lieu. Ce délai de préavis peut être réduit et même supprimé si le maintien en activité du militaire présente un danger pour la discipline ou le bon fonctionnement du service, ou si les circonstances justifient une cessation immédiate.

Art. 11. Les dispositions suivantes de la loi du 21 décembre 1990 entrent en vigueur :

- 1° l'article 31, § 3;
- 2° l'article 38, en ce qui concerne l'article 63, §§ 3 et 4;
- 3° l'article 57, en ce qui concerne l'article 11, §§ 3 et 4.

§ 3. Het selectiecomité bestaat uit :

- 1° de stafchef van het krijgsmachtdeel, of de opper- of hoofd-officier die hij aanwijst;
- 2° twee officieren die aangewezen worden door de stafchef van het krijgsmachtdeel;
- 3° een officier-secretaris behorend tot de staf van het krijgsmachtdeel.

Alleen de leden van het comité die een hogere graad of op zijn minst een hogere anciënniteit hebben dan de onderzochte kandidaten, zijn stemgerechtigd.

De officier-secretaris beschikt niet over een beraadslagende stem.

Art. 4. De kandidaten wier kandidatuur aanvaard wordt tekenen een dienstneming voor een dienstperiode die bepaald wordt in functie van de specifieke militaire operatie, met een maximumduur van één jaar.

Deze dienstneming kan verlengd worden door een wederdienstneming, waarvan de duur eveneens bepaald wordt in functie van de specifieke militaire operatie.

Art. 5. De aanvraag tot wederdienstneming wordt aanvaard of geweigerd door de korpscommandant, binnen de perken van de machtiging verleend door de stafchef van het krijgsmachtdeel.

Art. 6. § 1. De Minister van Landsverdediging bepaalt het model van de dienstnemings- en wederdienstnemingsakte die moet ondertekend worden door de betrokken militairen.

§ 2. De militair ontvangt een exemplaar van de dienstnemings- of wederdienstnemingsakte die hij heeft onderschreven.

Art. 7. De in artikel 4 bedoelde dienstneming gaat in de dag waarop de dienstperiode een aanvang neemt.

De dienstneming of de wederdienstneming wordt beëindigd :

1° bij het verstrijken van de dienstperiode indien de betrokken militair niet gemachtigd wordt zijn dienstneming te verlengen door een wederdienstneming;

2° van rechtswege indien de verplichtingen bedoeld in artikel 31, § 3, van de voornoemde wet van 21 december 1990 een einde nemen;

3° van rechtswege zo de betrokken militair ophoudt tot het reserviekader te behoren, in definitief verlof gesteld wordt, van het leger weggezonden wordt of gereformeerd wordt;

4° door verbreking van de dienstneming of wederdienstneming, hetzij op vraag van de belanghebbende militair, hetzij wanneer diens gedrag of wijze van dienen geen voldoening schenkt;

5° wanneer de duur van de dienstneming of wederdienstneming door de Minister van Landsverdediging in functie van de duur van de specifieke militaire operatie herleid wordt, met een opzegperiode van één maand, waarvan de betrokken militair evenwel afstand kan doen.

Art. 8. De in artikel 7, 1°, bedoelde verlenging van de wederdienstneming wordt verleend door de korpscommandant.

De in artikel 7, 4°, bedoelde verbreking van de dienstneming of de wederdienstneming wordt uitgesproken door de stafchef van het krijgsmachtdeel.

Art. 9. Indien de in artikel 7, 1°, bedoelde machtiging geweigerd wordt, wordt de belanghebbende daarvan in kennis gesteld.

Art. 10. In geval van verbreking van de dienstneming of van de wederdienstneming op grond van het gedrag of de wijze van dienen van de betrokken militair, moet het gemotiveerd voorstel ter kennis worden gebracht van de belanghebbende die er een verweerschrift mag aan toevoegen.

De betrokken militair wordt met een opzeggingstermijn van één maand met onbepaald verlof of in beschikbaarheid gesteld. Deze opzeggingstermijn gaat in na het einde van de maand waarin de kennisgeving aan betrokkene plaats heeft gehad. Deze opzeggingstermijn kan verkort worden en zelfs vervallen als het voor de tucht of de goede werking van de dienst gevaarlijk blijkt de militair in werkelijke dienst te houden of wanneer de omstandigheden een onmiddellijke beëindiging rechtvaardigen.

Art. 11. Volgende bepalingen van de wet van 21 december 1990 treden in werking :

- 1° artikel 31, § 3;
- 2° artikel 38, wat artikel 63, §§ 3 en 4, betreft;
- 3° artikel 57, wat artikel 11, §§ 3 en 4, betreft.

Art. 12. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
L. DELCROIX

Art. 12. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
L. DELCROIX

N. 93 — 2386

30 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté ministériel fixant le modèle des actes d'engagement et de rengagement des militaires qui effectuent des prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 31, §§ 3 et 6;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1993 relatif aux prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale, notamment l'article 6;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le modèle de l'acte d'engagement ou de rengagement du militaire qui désire effectuer des prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale figure à l'annexe.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour où l'arrêté royal du 24 septembre 1993 relatif aux prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale entre en vigueur.

Bruxelles, le 30 septembre 1993.

L. DELCROIX

N. 93 — 2386

30 SEPTEMBER 1993. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de dienstnemings- en wederdienstnemingsakten van de militairen die vrijwillige prestaties leveren met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 31, §§ 3 en 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 1993 betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. Het model van de dienstnemings- of wederdienstnemingsakte van de militair die vrijwillige prestaties met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid wenst te verrichten, wordt weergegeven in bijlage.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het koninklijk besluit van 24 september 1993 betreffende de vrijwillige prestaties met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid in werking treedt.

Brussel, 30 september 1993.

L. DELCROIX

Annexe à l'arrêté ministériel du 30 septembre 1993

I. Acte d'engagement ou de rengagement en vue d'effectuer des prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale

A. Identification.

Nom (en caractères d'imprimerie) :
Prénoms (en entier) :
Date de naissance (année, mois, jour) : Sexe :
Lieu de naissance (code postal et commune) :
Actuellement militaire (sous les armes) en qualité de :
..... (1)

B. Engagement.

Je déclare souscrire un engagement en qualité de (1)
— officier de réserve;
— sous-officier de réserve;
— militaire qui n'appartient pas aux cadres des officiers ou des sous-officiers de réserve,
en vue d'effectuer des prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale pour une durée de de service prenant cours le

C. Rengagement.

Je déclare souscrire un rengagement en qualité de (1)
— officier de réserve;
— sous-officier de réserve;
— militaire qui n'appartient pas aux cadres des officiers ou des sous-officiers de réserve,
en vue d'effectuer des prestations volontaires pour le maintien ou le rétablissement de la paix ou de la sécurité internationale pour une durée de de service prenant cours le